

Document de travail

Notes et analyses de l'ITCEQ

n° 22 - juin 2014

La rémunération des salariés

1989-2014

Monji Ben Chaâben



Le présent rapport est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.

Les résultats, interprétations et conclusions émises dans cette publication sont celles de(s) auteur(s) et ne devraient pas être attribués à l'ITCEQ, à sa Direction ou aux autorités de tutelle.

PLAN

I- INTRODUCTION

II- LES AUGMENTATIONS DE SALAIRES

- ✓ Les salaires minimaux garantis
- ✓ Les catégories régies par les accords-cadres
 - Les entreprises publiques
 - Le secteur privé régi par les conventions collectives
- ✓ Les catégories régies par le code de travail et non couvertes par des conventions collectives sectorielles ou par des statuts particuliers

III- L'ESTIMATION DE LA MASSE DES SALAIRES POUR 2013 & 2014

IV- LE POUVOIR D'ACHAT DES SALARIÉS

V- LE PARTAGE DE LA VALEUR AJOUTÉE

VI- TRILOGIE PRODUCTIVITE-SALAIRE-PRIX

VII- ANNEXE STATISTIQUE

I- INTRODUCTION

1- Dès lors qu'il s'agit des hausses des salaires, deux grandes écoles de pensée s'opposent traditionnellement. L'école keynésienne estime que la hausse des salaires, en revalorisant le pouvoir d'achat des salariés (qui ont une propension marginale à consommer très élevée), stimulerait la consommation et la demande interne et donc l'emploi. A contrario, l'école classique défend l'idée que la répartition devrait être favorable au facteur capital pour ne pas pénaliser l'investissement, car les capitalistes manquent de moyens financiers et d'incitations à investir. Ce courant de pensée stipule qu'une hausse des salaires, en obligeant les employeurs à payer certains salariés au delà de leur productivité marginale, ralentirait l'emploi dans la mesure où il serait absurde pour un employeur de payer un salarié plus que ce qu'il ne rapporte.

L'arbitrage entre ces deux pensées est assuré par le gouvernement en tant que garant des équilibres macroéconomiques.

2- La politique des salaires et d'organisation des relations de travail depuis le début des années 1990 avait pour objectif de mettre un terme aux tensions sociales qui prévalaient avant cette période et à instaurer un environnement favorable à la préservation de la stabilité sociale.

Basée sur la concertation et la consultation entre les différents partenaires sociaux, cette politique a permis d'aboutir, dans l'ensemble, à une évolution des salaires et à une adaptation de la législation du travail tenant compte de l'intérêt général et conformes aux exigences économiques et sociales de l'instauration d'une économie de marché ouverte sur l'extérieur.

3- La stratégie adoptée s'articulait essentiellement autour des trois axes suivants :

- ✓ un ajustement annuel des salaires minimum prenant, notamment, en considération l'évolution des prix des produits de base et de la situation de l'emploi ;
- ✓ une augmentation concertée des salaires en fonction de l'évolution des principaux indicateurs économiques et de la situation propre à chaque secteur voire de chaque entreprise ;
- ✓ un aménagement du dispositif réglementaire du travail en vue d'améliorer l'environnement de l'entreprise. A cet effet, le code de travail a été amendé à deux reprises et les conventions collectives et les statuts particuliers des entreprises révisés maintes fois.

II- LES AUGMENTATIONS DE SALAIRES

➤ LES SALAIRES MINIMAS GARANTIS

4- Les salaires minima ont été systématiquement augmentés lors des ajustements des prix des produits de base. Il a été également procédé au relèvement de ces minima, en fonction de l'évolution du niveau général des prix et en relation avec la situation de l'emploi.

Les SMIG ont ainsi connu des ajustements annuels sur toute la période 1989-2010 et ont, de ce fait, enregistré un taux d'accroissement annuel moyen d'environ 4%, cet accroissement se traduit par le passage du SMIG de 118 à 272 dinars entre 1989 et 2010 pour le régime de 48 Heures, et de 104 à 235 dinars pour le régime de 40 Heures sur la même période. Le SMAG journalier a été porté, pour sa part, à 8,380 dinars en 2010, contre 3,315 dinars en 1989 ; soit un taux de progression de 4.5% en moyenne par an.

Ces augmentations annuelles ont permis de préserver le pouvoir d'achat de cette catégorie de salariés ; dans la mesure où le taux d'inflation annuel moyen sur la même période était de 4%.

5- La période 2011-2014 a vu la consolidation voire même une amélioration du pouvoir d'achat des employés payés au smig. En effet, ceux du régime de 48h/mois ont bénéficié d'une augmentation absolue de 76 Dinars entre 2011 et 2014 (soit 28%) alors que les prix n'auraient augmenté que 22%.

AUGMENTATIONS DES SALAIRES MINIMAS

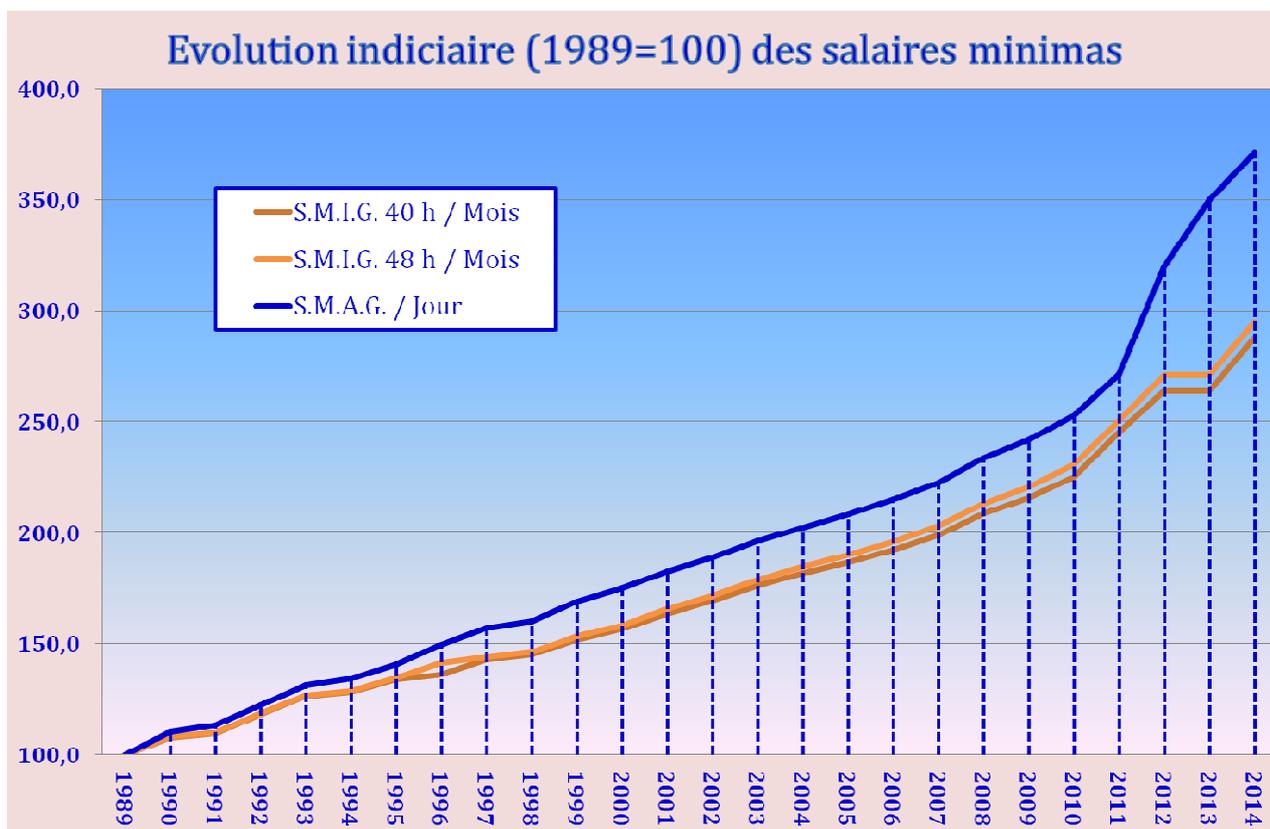
	1 ^{er} juillet 2010			1 ^{er} Mai 2011			1 ^{er} juillet 2012			1 ^{er} décembre 2012	1 ^{er} mai 2014		
	SMIG Régime 48h/semaine	SMIG Régime 40h/semaine	SMAG journalier	SMIG Régime 48h/semaine	SMIG Régime 40h/semaine	SMAG journalier	SMIG Régime 48h/semaine	SMIG Régime 40h/semaine	SMAG journalier		SMIG Régime 48h/semaine	SMIG Régime 40h/semaine	SMAG journalier
Salaire de base	242,112	205,040		255,362	216,306		271,440	229,479			289,536	244,559	
ICP	30,368	30,000		30,368	30,000		30,368	30,000			30,368	30,000	
Indemnité de transport				10,000	10,000		16,112	16,112			26,112	26,112	
Prime d'assiduité							2,080				2,080		
TOTAL	272,480	235,040	8,380	295,730	256,306	9,000	320,000	275,591	10,608	11,608	348,096	300,671	12,304

<i>Augmentation mensuelle en Dinars</i>				23,250	21,266	16,120	24,270	19,285	41,808	67,808	28,096	25,080	18,096
				8,5%	9,0%	7,4%	8,2%	7,5%	17,9%	29,0%	8,8%	9,1%	6,0%

Source : Jort (Différents N°) & calculs de l'auteur

Ceux du régime de 40h/mois ont bénéficié de 66 Dinars, soit 28%, pour une inflation de 22% pour 2011-2014.

Au niveau des salariés payés au SMAG, les augmentations durant cette même période sont de 47%, soit plus de 100 Dinars¹, ce qui leur permet une amélioration notable de leur pouvoir d'achat.



Source : calculs de l'auteur

➤ LES CATÉGORIES RÉGIES PAR LES ACCORDS-CADRES

6- Les partenaires sociaux (UGTT-UTICA-Gouvernement) parviennent généralement à la conclusion d'accords-cadres conduisant à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes triennaux de relèvement de salaires. Ces accords couvrent l'administration publique, les entreprises publiques et les secteurs de production non agricole régis par les conventions collectives sectorielles.

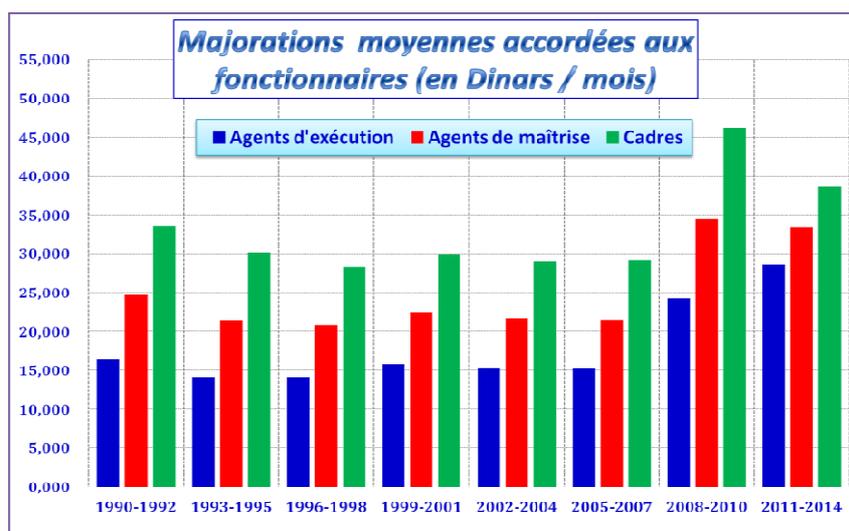
¹ L'augmentation journalière étant 3,924 Dinars & à raison de 26 jours de travail par mois, elle est de plus de 100 Dinars.

7- Au niveau de **l'administration publique**, les augmentations accordées aux fonctionnaires sont ventilées selon les catégories² du corps des cadres communs. Sur la période 1989-2007 elles étaient presque identiques en absolu (variant de 15D/mois pour la basse catégorie «D» à 32D/mois pour la catégorie «A₁»). Le plan triennal 2008-2010 a été marqué par une majoration relativement importante et variant entre 24 & 46D/mois, tout en conservant le même éventail ; ce qui a influé la hiérarchie du niveau des salaires entre les différentes catégories de fonctionnaires.

Néanmoins, si la méthode consistant en la reconduction, même partielle, du programme d'augmentation triennal, a l'avantage d'être immédiatement opérationnelle, il n'en demeure pas moins qu'elle reproduit également les mêmes inconvénients et certaines inégalités et qu'elle est quasiment assimilable à un avancement horizontal ne favorisant aucunement l'effort et le rendement.

Pour l'essentiel, ces augmentations ont pris la forme d'une revalorisation des indemnités spécifiques dont l'importance des montants varie selon les corps.

La période récente a été l'occasion, pour les fonctionnaires, d'exiger des augmentations relativement substantielles.



Source : Direction générale des entreprises publiques et calculs de l'auteur

² Les catégories de classement des fonctionnaires sont : D, C, B, A₃, A₂ & A₁

8- Au niveau **des entreprises publiques**, si en moyenne et en termes relatifs les augmentations des salaires sont comparables à celles consenties dans l'administration, elles étaient, en fait, plus importantes en valeur absolue.

Il a été, en outre, procédé à l'intégration des ICP dans les salaires de base dans la plupart de ces entreprises, à la révision de certaines grilles des salaires en insérant de nouvelles échelles voire, de nouvelles catégories devant permettre, à l'instar de la fonction publique d'ouvrir des horizons pour une meilleure évolution des carrières et à la revalorisation de bon nombre d'indemnités notamment celles ayant trait à la fonction dans plusieurs d'entre elles.

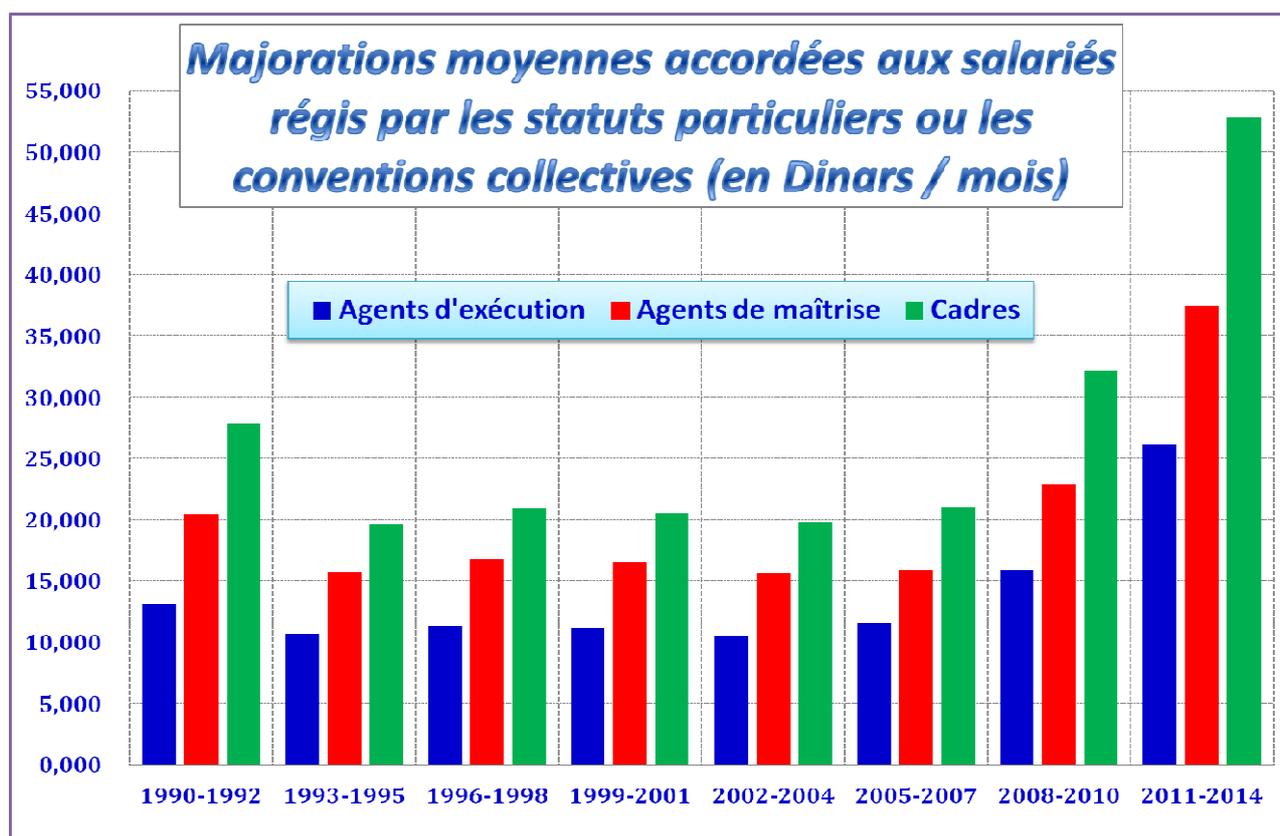
Bien que dans l'ensemble, ces augmentations aient amélioré le pouvoir d'achat des salariés dans les entreprises publiques, consolidé la paix sociale en consacrant le dialogue à l'intérieur de ces établissements, certaines anomalies sont toutefois apparues. L'on peut évoquer à titre d'exemple :

- aucune mesure de simplification des régimes de rémunération n'a été prise;
- absence d'études préalables pour encadrer les augmentations des salaires à consentir au niveau de chaque entreprise;
- absence de stratégie de négociation (coordination, synchronisation et marges de manœuvre);
- absence d'éléments d'incitation et de mérite dans les augmentations accordées.

9- Quant au **secteur privé régi par les conventions collectives**³, les augmentations ont concerné en priorité les salaires de base (grille) ou bien certaines primes fixes à caractère général (primes de transport, de rendement...).

³ Il y a plus de 50 conventions collectives, certaines présentent plus d'un corps, à part les régimes payés à l'heure ou au mois

Ces augmentations sont modulées selon les catégories et varient d'un secteur à un autre. Elles étaient en termes relatifs plus importantes pour les titulaires de bas salaires que pour les cadres supérieurs, ce qui n'a pas manqué encore une fois, de provoquer et parfois d'accroître le tassement déjà constaté⁴. Par ailleurs la totalité des avenants ont incorporé les ICP dans les salaires de base.



Source : Les avenants des conventions collectives sectorielles et calculs de l'auteur

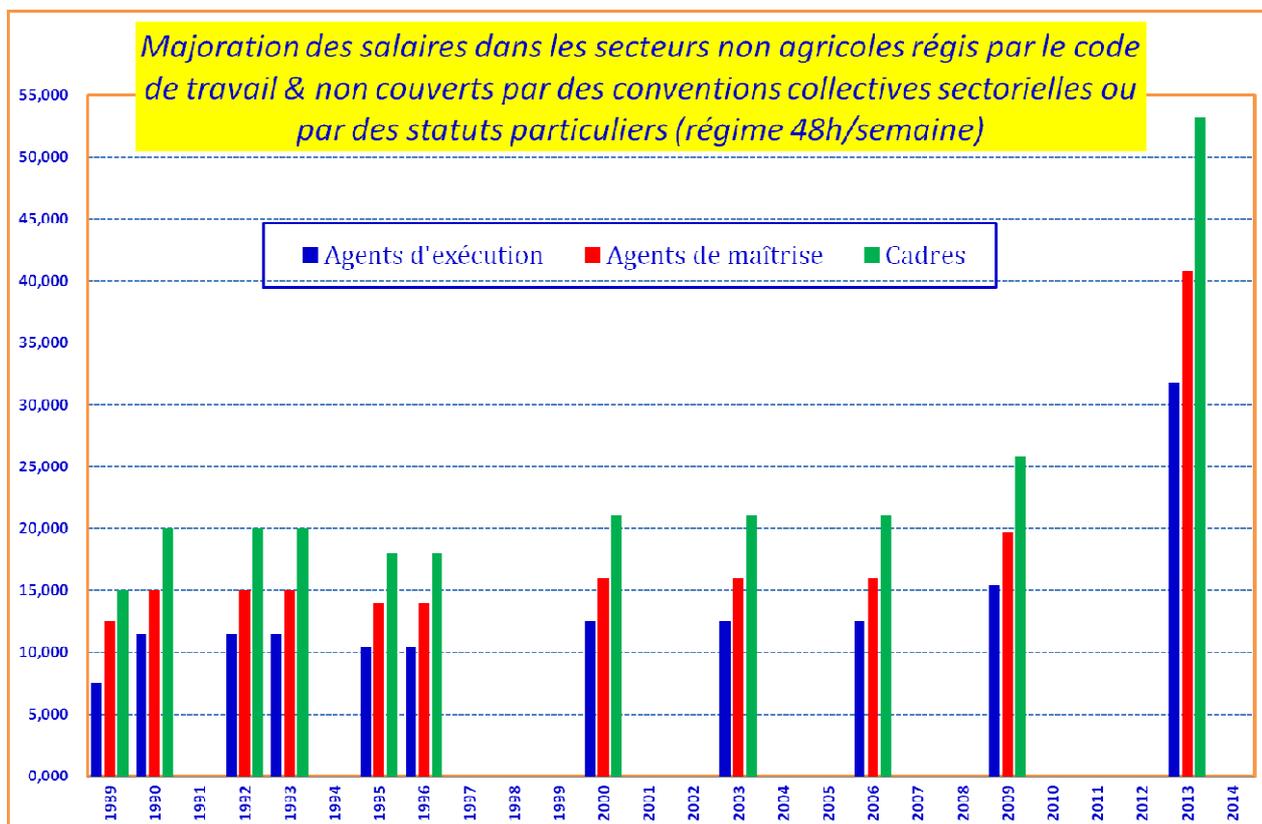
10- Pour la catégorie des agents d'exécution, ces augmentations étaient en moyenne aux alentours de 12D/mois sur la période 1989-2007, pour passer à 16D/mois en 2008-2010. La récente période 2011-2014 enregistrerait une augmentation moyenne de l'ordre de 26D/mois.

Les augmentations moyennes accordées aux agents de maîtrise représentent 1.4 à 1.5 fois celles des agents d'exécution sur toute la période 1989-2014 ; alors que les augmentations pour les cadres sont de 1.8 à 2 fois celles de l'exécution.

⁴ Ce tassement pousse à un recours au paiement hors-grilles pratiqué par certains secteurs.

➤ *LES CATÉGORIES RÉGIÉS PAR LE CODE DE TRAVAIL ET NON COUVERTS PAR DES CONVENTIONS COLLECTIVES SECTORIELLES OU PAR DES STATUTS PARTICULIERS*

11- Par souci d'équité, un décret portant des augmentations de salaires pour les catégories de salariés régies par le code de travail et non couverts par des conventions collectives ou par des statuts particuliers, a fait l'objet d'une parution suite aux augmentations des salaires minima et accompagnant les négociations des plans triennaux. Ce décret touche les deux régimes de travail (les 40 & 48h/semaine) et les trois catégories de salariés (les agents d'exécution, ceux de maîtrise et les cadres). Il présente le seuil minima pour cette frange d'entreprises.



Source : Jort (Différents N°) & calculs de l'auteur

12- Si dans l'ensemble les différentes mesures ont concilié à la fois les intérêts des travailleurs et des employeurs et pris en considération la situation du secteur, voire de certaines entreprises, il n'en demeure pas moins que des questions cruciales se rapportant à la productivité, à la réhabilitation de l'élément variable dans les salaires ont toutefois été occultées.

III- L'ESTIMATION DE LA MASSE DES SALAIRES POUR 2013 & 2014

13- Ces différentes augmentations, conjuguées avec les créations d'emplois permettent d'estimer la masse des salaires pour les années post comptabilité nationale & accompagnants les prévisions du Budget Économique.

En effet, pour 2012, le niveau de la masse des salaires est de 27143 MD, elle progresserait de 9.1% en 2013 (+2482 MD). Les avancements et promotions sont estimés à 29% de cette variation totale, les recrutements sont de l'ordre de 39% & 32% pour les nouvelles mesures.

ESTIMATION DE LA MASSE SALARIALE POUR 2013

	Année Précédente	Avancement & Promotion	Recrutement	Nouvelles mesures	Ajustements recrutement	Salaires minimales	T O T A L	A ^{ct} 2013
AGRICULTURE & PECHE	969,1	19,4	(47,1)	30,1	57,9	15,0	1 044,4	7,8%
SECTEUR PRODUCTIF NON AGRICOLE	16 659,1	416,5	376,6	493,0	125,7	0,0	18 070,9	8,5%
ADMINISTRATION	9 514,8	285,4	239,8	261,7	207,6	-	10 509,4	10,5%
ENSEMBLE DE L'ECONOMIE	27 143,0	721,3	569,3	784,9	391,2	15,0	29 624,7	9,1%
	91,6%	2,4%	1,9%	2,6%	1,3%	0,1%	100,0%	
		2,7%	2,1%	2,9%	1,4%	0,1%		

Source : calculs de l'auteur

ESTIMATION DE LA MASSE SALARIALE POUR 2014

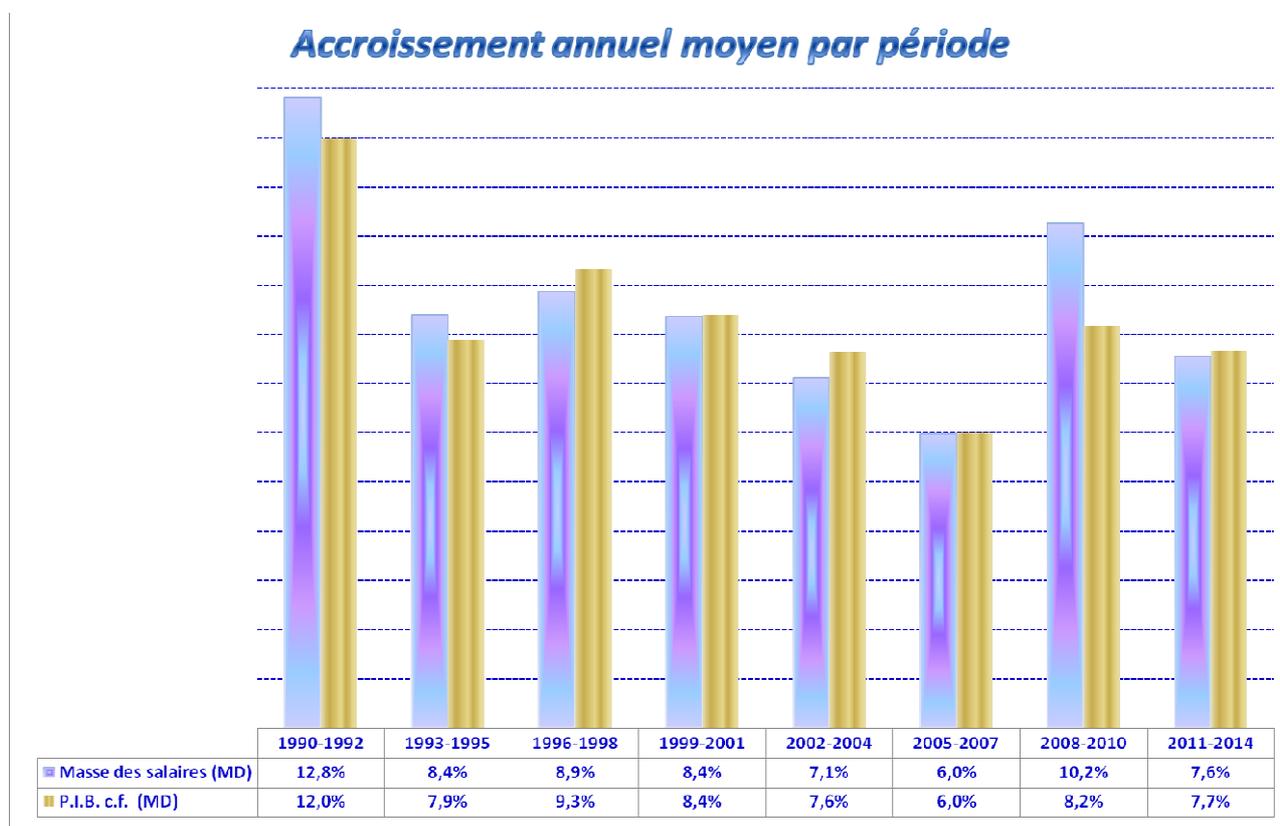
	Année Précédente	Avancement & Promotion	Recrutement	Nouvelles mesures	Ajustements recrutement	Salaires minimales	T O T A L	A ^{ct} 2014
AGRICULTURE & PECHE	1 044,4	20,9	15,3	33,8	(56,2)	14,5	1 072,8	2,7%
SECTEUR PRODUCTIF NON AGRICOLE	18 070,9	451,8	364,0	546,2	390,8	59,8	19 883,5	10,0%
ADMINISTRATION	10 509,4	315,3	67,5	246,6	252,1	-	11 390,8	8,4%
ENSEMBLE DE L'ECONOMIE	29 624,7	787,9	446,7	826,6	586,8	74,3	32 347,1	9,2%
	91,6%	2,4%	1,4%	2,6%	1,8%	0,2%	100,0%	
		2,7%	1,5%	2,8%	2,0%	0,3%		

Source : calculs de l'auteur

Pour 2014, et bien que cette année soit jugée transitoire, l'accroissement de la masse des salaires attendu serait de 9.2%, les récentes majorations des salaires minimaux sont évaluées à 74MD ; ceux des autres catégories de salariés s'élèveraient à 827 millions de dinars. Ces augmentations représenteraient le 1/3 de la variation de la masse des salaires.

14- Sur toute la période 1989-2014, la masse des salaires augmenterait en moyenne par année de 8.6%, contre seulement 8.3% pour le P.I.B.c.f.

Ainsi, le plan triennal 2008-2010 a été caractérisé par un partage de la valeur ajoutée en faveur du facteur travail. Le reversement apparent pour la période 2011-2014 est dû à un dérapage de l'inflation⁵ (le déflateur implicite du P.I.B. c.f. évoluerait de 5.7% en moyenne en 2011-2014 contre seulement 4.6% en 2008-2010) plutôt qu'à une croissance. En effet, de 3.6% en moyenne par année sur la période 2008-2010, le P.I.B. c.f. n'évoluerait entre 2011 et 2014 qu'à 1.9% en moyenne par année seulement.



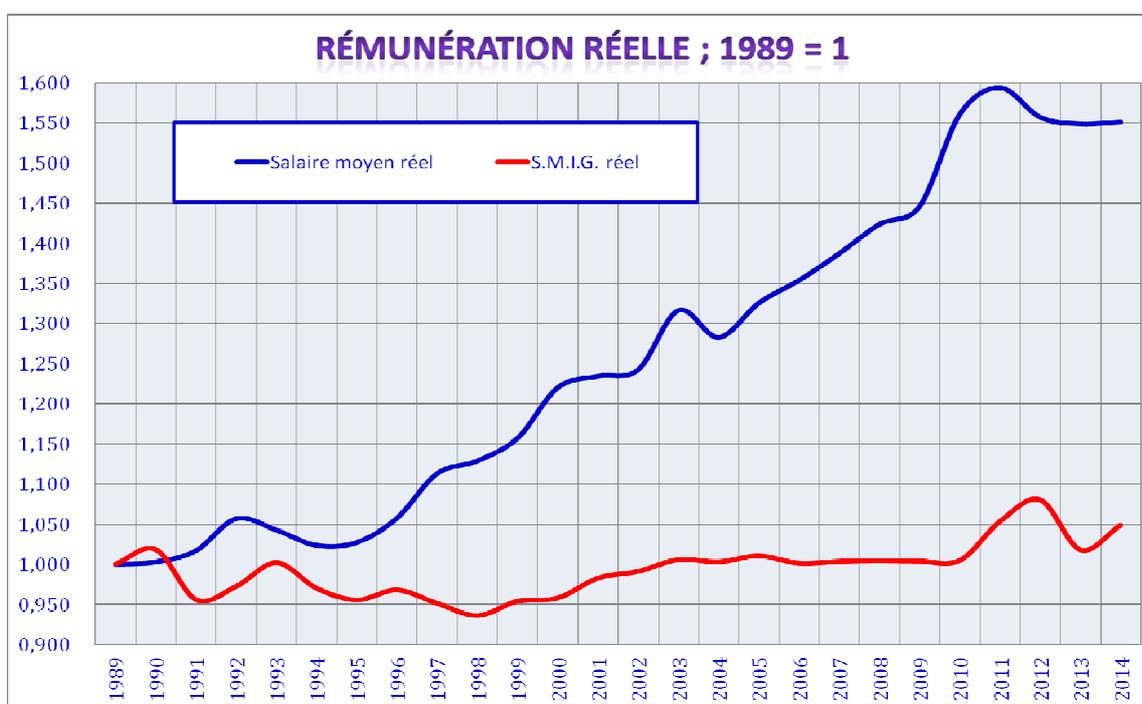
Source : calculs de l'auteur

⁵ L'indice général des prix à la consommation marquerait 5.2% comme évolution moyenne en 2011-2014, pour seulement 4.3% pour la période 2008-2010.

IV- LE POUVOIR D'ACHAT DES SALARIÉS

15- En termes de pouvoir d'achat, la rémunération réelle au niveau de l'ensemble de l'économie s'est appréciée sur toute la période 1990-2014 d'en moyenne 1.7% sachant qu'elle était de 2% jusqu'en 2010. Cette différence résulte de l'inflation dont le rythme annuel moyen qui était de 3.8% entre 1990 et 2010 est passé à 5.2% en 2011-2014.

Les salariés de l'agriculture ont bénéficié du rythme d'amélioration du pouvoir d'achat le plus élevé (de 3% tout au long de la période 1990-2014), les fonctionnaires avec 2.2% se classe au milieu, alors que les salariés du secteur des activités marchandes non agricoles ont été les moins bien servis avec seulement 1.1%.



Source : calculs de l'auteur

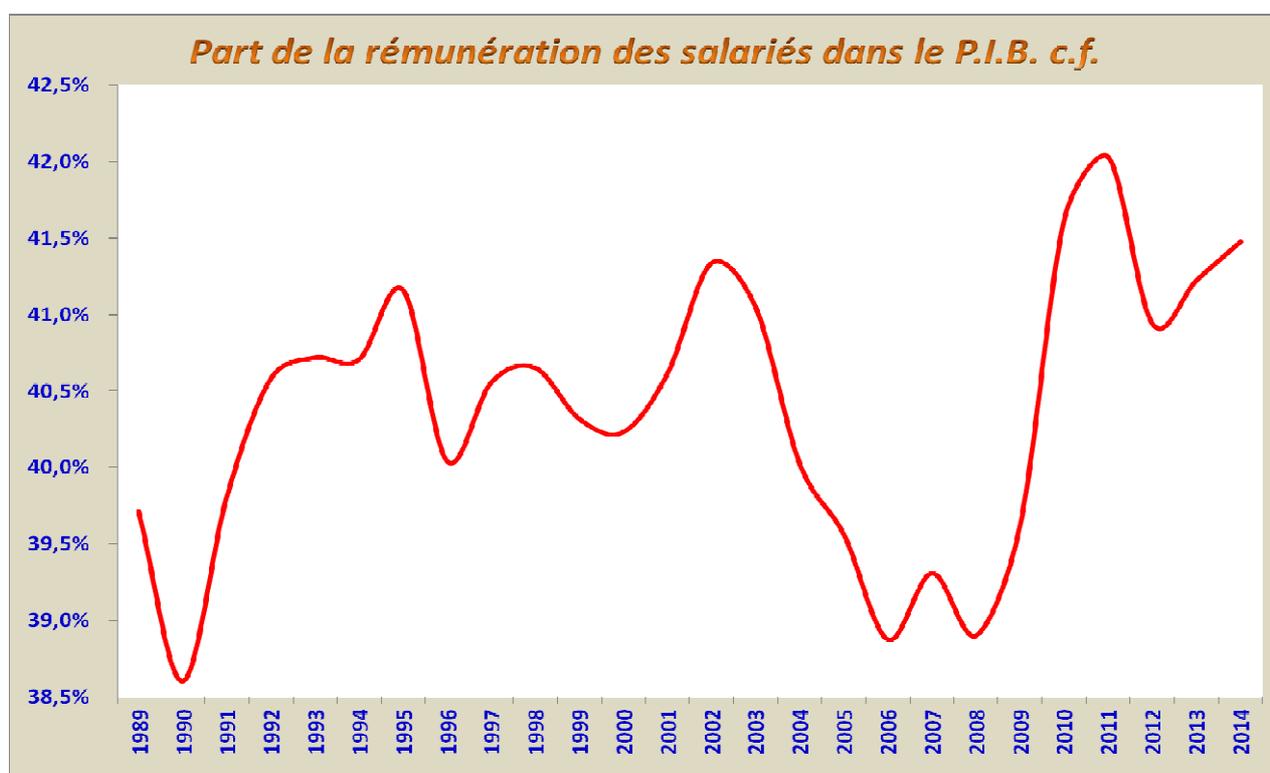
Par contre, au niveau du SMIG, le maintien du pouvoir d'achat était l'objectif principal, et ceci se manifeste à l'occasion des ajustements annuels des prix des produits de base. En effet, ce salaire était à la base de la rémunération de la majorité des agents des sociétés de sous-traitance, de gardiennage⁶ et de nettoyage.

⁶ La convention collective spécifique à ce secteur (Personnel des entreprises de gardiennage, de sécurité & de transport de fonds) stipule que les gardiens travaillent 64 heures/semaine & les chauffeurs 54 heures.

V- LE PARTAGE DE LA VALEUR AJOUTÉE

16- Pour relancer la croissance par la demande intérieure et surtout par sa composante consommation privée⁷, il est souhaitable de voir la répartition de la valeur ajoutée entre les deux facteurs de production (Travail et Capital).

En effet, sur la période 1989-2002, la part des salaires dans la valeur ajoutée a été en faveur des travailleurs (consommateurs potentiels), entre 2003 et 2008 cette proportion a baissé de 1 pt & ½, la reprise de 2009 est due à une faible croissance alors que celle de 2010 se rapporte à une hausse importante de la masse des salaires (14% contre une moyenne de 8 à 9%).



Source : I.N.S. (Comptabilité nationale) et calculs de l'auteur

La récente période 2011-2014 a vu une reprise de l'évolution de la masse des salaires (respectivement de 6.4% en 2012, 9.1% probable pour 2013 et 9.2% attendue pour 2014)

⁷ Dans cet esprit, on peut facilement admettre que si la part de la consommation dans le P.I.B. est faible c'est parce que la part des salaires dans le P.I.B. n'est pas aussi importante; il faut donc augmenter la part des salaires.

VI- TRILOGIE PRODUCTIVITE-SALAIRE-PRIX

17- Les deux approches précédemment développées (pouvoir d'achat & partage de la valeur ajoutée) nous mènent à essayer de déterminer un salaire d'équilibre qui les satisfait totalement ou partiellement.

En effet,

La part des salaires dans la production = $\frac{WL}{PQ} = \frac{WL/L}{PQ/L} = \frac{W}{P(Pdte)}$

$$\left(\frac{\dot{W}L}{PQ}\right) = \dot{W} - \dot{P} - Pdte = 0$$

$$\dot{W} = \dot{P} + Pdte$$

Avec w : salaire moyen nominal

L : Quantité de travail

P : Prix

Q : Quantité produite

Pdte : Productivité du travail

18- Partant de cette identité, on peut estimer l'évolution théorique du salaire nominal moyen. En effet, la décomposition comptable de la croissance du P.I.B.c.f. aux prix constants de 2005 durant la période 1990-2014 (4.1%) entre la croissance de l'emploi (2.2%) et celle de la productivité du travail (1.8%) ; et en prenant en considération le taux d'inflation (4.1%) permet de déduire que l'évolution du salaire moyen nominal serait de 5.9%, chose qui serait quasiment réalisée (5.8%) au niveau de l'ensemble de l'économie.

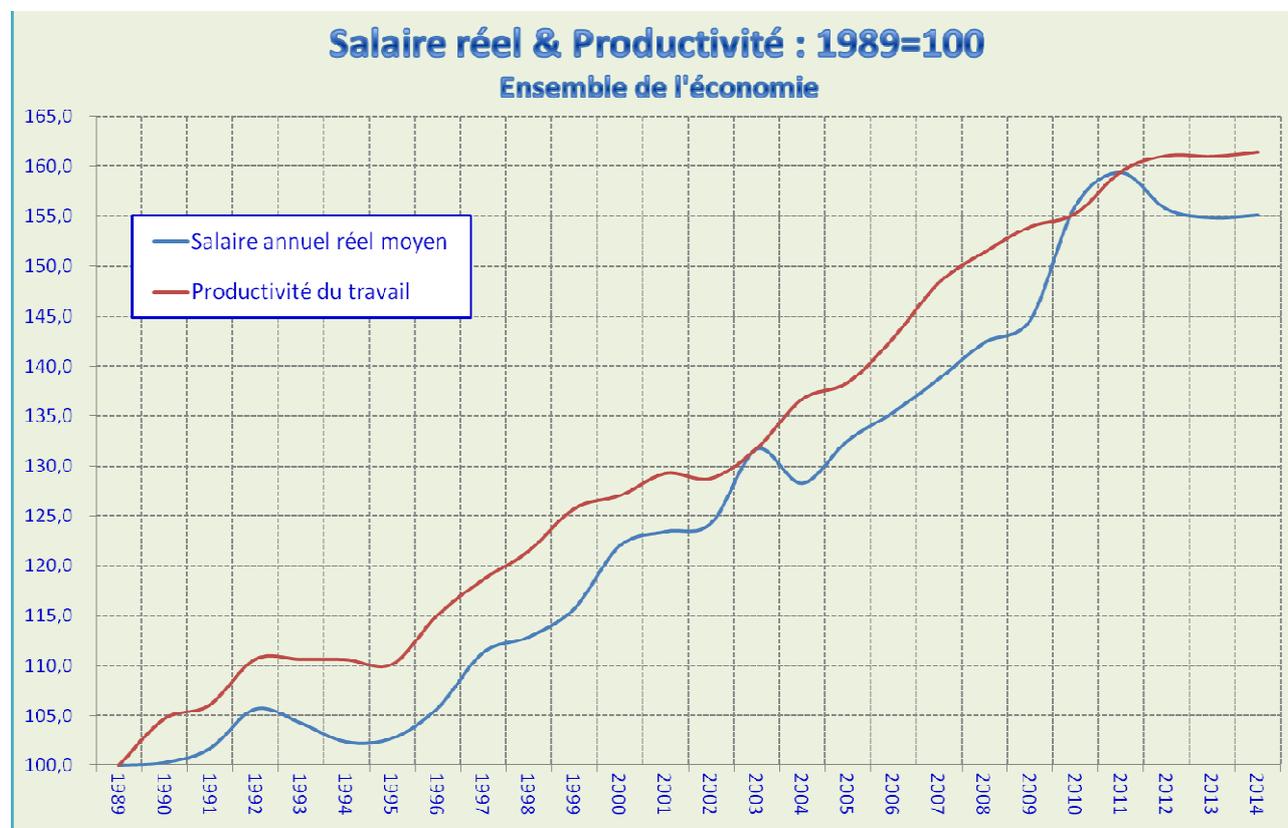
Écart entre la hausse théorique & celle observée du salaire

Ensemble de l'économie

	P.I.B. c.f.	Emploi	Productivité du travail	Inflation	Hausse théorique des salaires	Hausse observée des salaires	Écart
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(6) - (5)
1990-1992	6,0%	2,5%	3,4%	6,8%	10,3%	8,8%	-1,4%
1993-1995	3,1%	3,2%	-2%	5,0%	4,8%	4,0%	-8%
1996-1998	5,8%	2,4%	3,3%	3,5%	6,8%	6,8%	,0%
1999-2001	5,0%	2,9%	2,1%	2,5%	4,6%	5,6%	1,0%
2002-2004	4,7%	2,7%	1,9%	3,0%	4,9%	4,4%	-6%
2005-2007	3,5%	1,7%	1,7%	1,8%	3,5%	3,8%	,3%
2008-2010	3,6%	2,0%	1,5%	4,3%	5,8%	8,5%	2,6%
2011-2014	1,9%	,9%	1,0%	5,2%	6,2%	5,0%	-1,1%
1990-2010	4,5%	2,5%	2,0%	3,8%	5,8%	6,0%	,2%
1990-2014	4,1%	2,2%	1,8%	4,1%	5,9%	5,8%	-,1%

Source : calculs de l'auteur

Il est à noter que la période 2011-2014⁸ s'est caractérisée par un fléchissement de l'emploi et de la croissance avec une inflation relativement importante, ce qui a engendré un gap de -1.1% entre le « *salaire théorique* » et le « *salaire observé* »



Source : calculs de l'auteur

⁸ Ce sont les premières estimations pour simuler les tendances en attendant la fin des négociations

19- En focalisant l'analyse sur les activités marchandes non agricoles, on s'attend pour 2011-2014 à une croissance du salaire moyen de 4,1% pour une évolution de la productivité du travail de 0,2% seulement, alors que l'inflation serait de 5,2%.

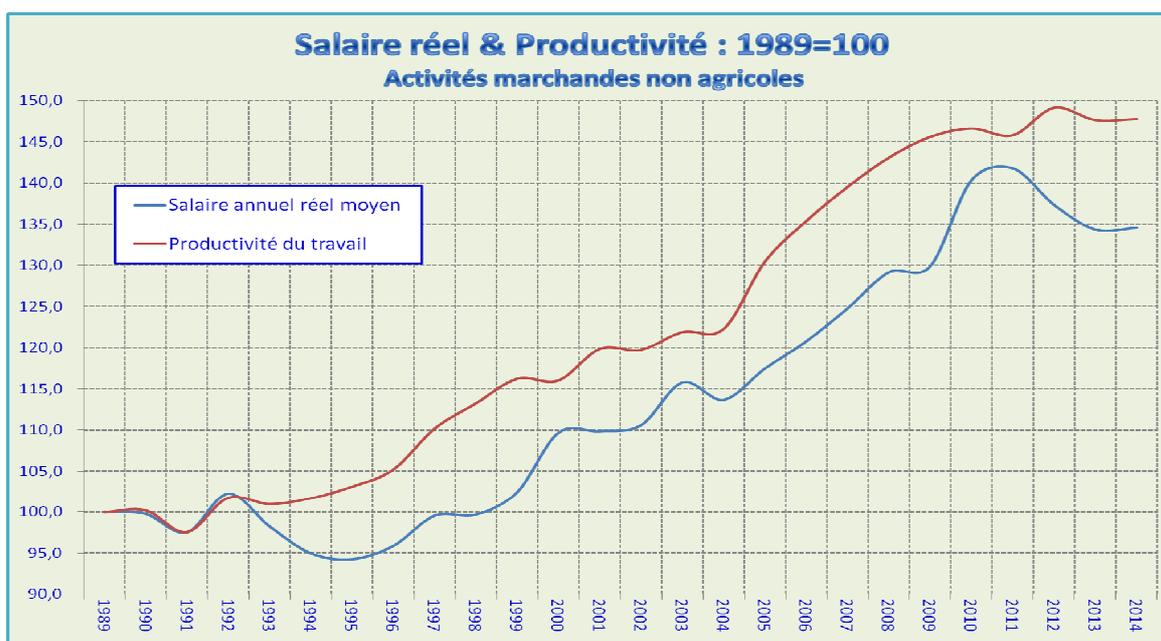
Écart entre la hausse théorique & celle observée du salaire

Activités marchandes non agricoles

	Valeurs Ajoutées	Emploi	Productivité du travail	Inflation	Hausse théorique des salaires	Hausse observée des salaires	Écart
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(6) - (5)
1990-1992	4,6%	4,0%	,6%	6,8%	7,4%	7,6%	,2%
1993-1995	4,9%	4,4%	,4%	5,0%	5,4%	2,2%	-3,3%
1996-1998	5,8%	2,6%	3,2%	3,5%	6,7%	5,5%	-1,2%
1999-2001	5,2%	3,3%	1,9%	2,5%	4,4%	5,9%	1,5%
2002-2004	4,9%	4,2%	,7%	3,0%	3,7%	4,2%	,5%
2005-2007	4,3%	1,1%	3,2%	1,8%	5,0%	4,1%	-1,0%
2008-2010	4,5%	2,8%	1,7%	4,3%	6,0%	8,5%	2,5%
2011-2014	1,7%	1,5%	,2%	5,2%	5,4%	4,1%	-1,3%
1990-2010	4,9%	3,2%	1,7%	3,8%	5,5%	5,4%	-,1%
1990-2014	4,4%	2,9%	1,4%	4,1%	5,5%	5,2%	-,3%

Source : calculs de l'auteur

Alors que sur toute la période 1990-2010, la hausse du salaire moyen couvrirait presque l'amélioration de la productivité du travail (1,7%) majorée de l'inflation (3,8%).



Source : calculs de l'auteur

VII- ANNEXE STATISTIQUE

Tableau 1 : Evolution des salaires minimas

Tableau 2 : Majoration des salaires dans les secteurs non agricoles régis par le code de travail & non couverts par des conventions collectives sectorielles ou par des statuts particuliers (en Dinars / mois)

Tableau 3 : Majorations accordées aux salariés régis par les statuts particuliers ou les conventions collectives (en Dinars / mois)

Tableau 4 : Majorations accordées aux fonctionnaires de l'administration publique (en Dinars / mois)

Tableau 5 : Masse des salaires, emploi salarié & salaire annuel nominal moyen

Tableau 6 : Valeurs ajoutées & part des salaires dans la V.A. c.f.

Tableau 7 : Prix, salaire annuel réel moyen & productivité du travail

Tableau 1 :

Evolution des salaires minima

	S.M.I.G. 40 h / Mois			S.M.I.G. 48 h / Mois			S.M.A.G. / Jour		
	Niveau	Augmentation		Niveau	Augmentation		Niveau	Augmentation	
1989	104,386			118,032			3,315		
1990	112,706	8,320	8,0%	128,016	9,984	8,5%	3,661	0,346	10,4%
1991	114,706	2,000	1,8%	130,016	2,000	1,6%	3,761	0,100	2,7%
1992	123,398	8,692	7,6%	139,992	9,976	7,7%	4,061	0,300	8,0%
1993	132,051	8,653	7,0%	149,976	9,984	7,1%	4,361	0,300	7,4%
1994	134,131	2,080	1,6%	152,056	2,080	1,4%	4,461	0,100	2,3%
1995	140,024	5,893	4,4%	159,128	7,072	4,7%	4,661	0,200	4,5%
1996	142,131	2,107	1,5%	167,240	8,112	5,1%	4,961	0,300	6,4%
1997	149,237	7,106	5,0%	170,352	3,112	1,9%	5,209	0,248	5,0%
1998	151,664	2,427	1,6%	172,848	2,496	1,5%	5,309	0,100	1,9%
1999	158,771	7,107	4,7%	180,960	8,112	4,7%	5,609	0,300	5,7%
2000	163,798	5,027	3,2%	186,992	6,032	3,3%	5,809	0,200	3,6%
2001	170,905	7,107	4,3%	195,520	8,528	4,6%	6,059	0,250	4,3%
2002	176,799	5,894	3,4%	202,592	7,072	3,6%	6,259	0,200	3,3%
2003	183,906	7,107	4,0%	211,120	8,528	4,2%	6,509	0,250	4,0%
2004	189,800	5,894	3,2%	218,192	7,072	3,3%	6,709	0,200	3,1%
2005	194,827	5,027	2,6%	224,224	6,032	2,8%	6,909	0,200	3,0%
2006	200,721	5,894	3,0%	231,296	7,072	3,2%	7,129	0,220	3,2%
2007	207,828	7,107	3,5%	239,824	8,528	3,7%	7,379	0,250	3,5%
2008	217,880	10,052	4,8%	251,888	12,064	5,0%	7,749	0,370	5,0%
2009	225,160	7,280	3,3%	260,624	8,736	3,5%	8,019	0,270	3,5%
2010	235,040	9,880	4,4%	272,480	11,856	4,5%	8,380	0,361	4,5%
2011	256,306	21,266	9,0%	295,730	23,250	8,5%	9,000	0,620	7,4%
2012	275,591	19,285	7,5%	320,000	24,270	8,2%	10,608	1,608	17,9%
2013	275,591	0,000	,0%	320,000	0,000	,0%	11,608	1,000	9,4%
2014	300,671	25,080	9,1%	348,096	28,096	8,8%	12,304	0,696	6,0%
1990-1992		19,012			21,960			0,746	
1993-1995		16,626			19,136			0,600	
1996-1998		11,640			13,720			0,648	
1999-2001		19,241			22,672			0,750	
2002-2004		18,895			22,672			0,650	
2005-2007		18,028			21,632			0,670	
2008-2010		27,212			32,656			1,001	
2011-2014		65,631			75,616			3,924	

Tableau 2 :

Majoration des salaires dans les secteurs non agricoles régis par le code de travail & non couverts par des conventions collectives sectorielles ou par des statuts particuliers (en Dinars / mois)

	Régime 40 h / semaine			Régime 48 h / semaine			rapport à l'augmentation des agents d'exécution	
	Agents d'exécution	Agents de maîtrise	Cadres	Agents d'exécution	Agents de maîtrise	Cadres	Agents de maîtrise	Cadres
1989	6,240	10,400	12,480	7,500	12,500	15,000	1,67	2,00
1990	9,620	12,480	16,640	11,500	15,000	20,000	1,30	1,74
1991								
1992	9,620	12,480	16,640	11,500	15,000	20,000	1,30	1,74
1993	9,620	12,480	16,640	11,500	15,000	20,000	1,30	1,74
1994								
1995	8,753	11,613	15,080	10,500	14,000	18,000	1,33	1,71
1996	8,753	11,613	15,080	10,500	14,000	18,000	1,33	1,71
1997								
1998								
1999								
2000	10,400	13,346	17,506	12,500	16,000	21,000	1,28	1,68
2001								
2002								
2003	10,400	13,346	17,506	12,500	16,000	21,000	1,28	1,68
2004								
2005								
2006	10,400	13,346	17,506	12,500	16,000	21,000	1,28	1,68
2007								
2008								
2009	12,826	16,466	21,493	15,401	19,713	25,873	1,28	1,68
2010								
2011								
2012								
2013	26,433	33,973	44,373	31,720	40,768	53,248	1,29	1,68
2014								
1990-1992	19,240	24,960	33,280	23,000	30,000	40,000	1,30	1,74
1993-1995	18,373	24,093	31,720	22,000	29,000	38,000	1,31	1,73
1996-1998	8,753	11,613	15,080	10,500	14,000	18,000	1,33	1,71
1999-2001	10,400	13,346	17,506	12,500	16,000	21,000	1,28	1,68
2002-2004	10,400	13,346	17,506	12,500	16,000	21,000	1,28	1,68
2005-2007	10,400	13,346	17,506	12,500	16,000	21,000	1,28	1,68
2008-2010	12,826	16,466	21,493	15,401	19,713	25,873	1,28	1,68
2011-2014	26,433	33,973	44,373	31,720	40,768	53,248	1,29	1,68

Tableau 3 :

Majorations accordées aux salariés régis par les statuts particuliers ou les conventions collectives (en Dinars / mois)

	Agents d'exécution	Agents de maîtrise	Cadres	rapport à l'augmentation des agents d'exécution	
				Agents de maîtrise	Cadres
1989					
1990	13,080	20,455	27,880	1,56	2,13
1991	13,080	20,455	27,880	1,56	2,13
1992	13,080	20,455	27,880	1,56	2,13
1993	10,714	15,820	19,650	1,48	1,83
1994	10,714	15,820	19,650	1,48	1,83
1995	10,714	15,820	19,650	1,48	1,83
1996	11,304	16,815	20,958	1,49	1,85
1997	11,304	16,815	20,958	1,49	1,85
1998	11,304	16,815	20,958	1,49	1,85
1999	11,160	16,555	20,558	1,48	1,84
2000	11,160	16,555	20,558	1,48	1,84
2001	11,160	16,555	20,558	1,48	1,84
2002	10,563	15,661	19,873	1,48	1,88
2003	10,563	15,661	19,873	1,48	1,88
2004	10,563	15,661	19,873	1,48	1,88
2005	11,497	15,933	21,019	1,39	1,83
2006	11,497	15,933	21,019	1,39	1,83
2007	11,497	15,933	21,019	1,39	1,83
2008	15,947	22,863	32,184	1,43	2,02
2009	15,947	22,863	32,184	1,43	2,02
2010	15,947	22,863	32,184	1,43	2,02
2011	23,921	34,295	48,277	1,43	2,02
2012	25,356	36,353	51,173	1,43	2,02
2013	26,878	38,534	54,244	1,43	2,02
2014	28,490	40,846	57,498	1,43	2,02
1990-1992	39,240	61,364	83,639	1,56	2,13
1993-1995	32,143	47,459	58,951	1,48	1,83
1996-1998	33,911	50,445	62,874	1,49	1,85
1999-2001	33,481	49,666	61,674	1,48	1,84
2002-2004	31,688	46,984	59,618	1,48	1,88
2005-2007	34,492	47,799	63,058	1,39	1,83
2008-2010	47,842	68,590	96,553	1,43	2,02
2011-2014	104,646	150,028	211,192	1,43	2,02

Tableau 4 :

**Majorations accordées aux fonctionnaires de l'administration
publique (en Dinars / mois)**

	Agents d'exécution	Agents de maîtrise	Cadres	rapport à l'augmentation des agents d'exécution	
				Agents de maîtrise	Cadres
1989					
1990	16,500	24,750	33,500	1,50	2,03
1991	16,500	24,750	33,500	1,50	2,03
1992	16,500	24,750	33,500	1,50	2,03
1993	12,500	20,000	27,500	1,60	2,20
1994	14,000	21,500	29,000	1,54	2,07
1995	16,000	22,500	34,000	1,41	2,13
1996	14,167	20,833	28,333	1,47	2,00
1997	14,167	20,833	28,333	1,47	2,00
1998	14,167	20,833	28,333	1,47	2,00
1999	15,833	22,500	30,000	1,42	1,89
2000	15,833	22,500	30,000	1,42	1,89
2001	15,833	22,500	30,000	1,42	1,89
2002	14,000	20,250	26,750	1,45	1,91
2003	16,000	22,500	30,000	1,41	1,88
2004	16,000	22,500	30,500	1,41	1,91
2005	15,250	21,500	29,250	1,41	1,92
2006	15,250	21,500	29,250	1,41	1,92
2007	15,250	21,500	29,250	1,41	1,92
2008	24,250	34,500	46,250	1,42	1,91
2009	24,250	34,500	46,250	1,42	1,91
2010	24,250	34,500	46,250	1,42	1,91
2011	25,220	35,880	48,100	1,42	1,91
2012	35,000	35,000	35,000	1,00	1,00
2013	35,000	35,000	35,000	1,00	1,00
2014	19,400	27,600	37,000	1,42	1,91
1990-1992	49,500	74,250	100,500	1,50	2,03
1993-1995	42,500	64,000	90,500	1,51	2,13
1996-1998	42,500	62,500	85,000	1,47	2,00
1999-2001	47,500	67,500	90,000	1,42	1,89
2002-2004	46,000	65,250	87,250	1,42	1,90
2005-2007	45,750	64,500	87,750	1,41	1,92
2008-2010	72,750	103,500	138,750	1,42	1,91
2011-2014	114,620	133,480	155,100	1,16	1,35

Tableau 5 :

	Masse des salaires (MD)				Emploi salarié (en 1000)				Salaire annuel nominal moyen (en D.)			
	Agriculture & Pêche	Activités marchandes non agricoles	Administration publique	Ensemble de l'économie	Agriculture & Pêche	Activités marchandes non agricoles	Administration publique	Ensemble de l'économie	Agriculture & Pêche	Activités marchandes non agricoles	Administration publique	Ensemble de l'économie
1989	169,9	2 397,4	1 223,1	3 790,5	173,4	751,6	334,2	1 259,2	980	3 190	3 660	3 010
1990	195,7	2 662,5	1 318,5	4 176,6	171,7	785,6	341,6	1 298,8	1 140	3 389	3 860	3 216
1991	275,9	2 922,1	1 514,6	4 712,5	171,3	815,5	349,0	1 335,8	1 610	3 583	4 340	3 528
1992	302,1	3 456,1	1 683,3	5 441,5	173,6	868,8	359,7	1 402,1	1 740	3 978	4 680	3 881
1993	309,4	3 699,6	1 866,8	5 875,8	177,8	930,8	367,5	1 476,1	1 740	3 975	5 080	3 981
1994	312,3	3 981,4	2 052,9	6 346,5	185,9	989,7	375,3	1 550,9	1 680	4 023	5 470	4 092
1995	350,4	4 309,9	2 269,6	6 930,0	180,6	1 016,3	391,3	1 588,2	1 940	4 241	5 800	4 363
1996	401,7	4 648,8	2 466,1	7 516,6	171,7	1 038,7	402,3	1 612,7	2 340	4 476	6 130	4 661
1997	426,6	5 090,7	2 775,5	8 292,9	159,3	1 056,9	414,7	1 630,9	2 679	4 817	6 692	5 085
1998	494,5	5 451,3	2 995,4	8 941,2	154,3	1 096,0	431,2	1 681,5	3 205	4 974	6 947	5 317
1999	515,2	5 967,2	3 227,9	9 710,3	149,2	1 136,5	448,6	1 734,3	3 454	5 251	7 195	5 599
2000	532,7	6 413,3	3 508,7	10 454,8	154,7	1 108,7	457,5	1 720,9	3 443	5 785	7 669	6 075
2001	538,3	7 033,7	3 804,4	11 376,4	147,6	1 190,6	477,8	1 816,0	3 647	5 908	7 962	6 264
2002	541,3	7 495,4	4 065,5	12 102,2	146,4	1 227,0	494,8	1 868,2	3 698	6 109	8 216	6 478
2003	562,3	8 104,6	4 328,7	12 995,6	103,0	1 233,9	506,6	1 843,6	5 458	6 568	8 544	7 049
2004	655,8	8 665,9	4 659,7	13 981,5	143,6	1 296,5	524,0	1 964,1	4 566	6 684	8 893	7 118
2005	658,4	9 323,2	5 017,2	14 998,9	141,4	1 323,4	534,2	1 999,0	4 656	7 045	9 392	7 503
2006	684,8	10 203,6	5 370,3	16 258,7	140,2	1 353,3	544,5	2 038,0	4 883	7 540	9 864	7 978
2007	736,3	11 467,0	5 832,9	18 036,2	162,6	1 422,9	547,2	2 132,8	4 527	8 059	10 659	8 457
2008	818,0	12 859,6	6 297,2	19 974,8	165,5	1 469,2	558,8	2 193,5	4 942	8 753	11 270	9 106
2009	786,1	13 380,9	6 981,9	21 148,8	173,9	1 468,4	566,2	2 208,5	4 521	9 112	12 331	9 576
2010	927,2	15 712,0	7 527,8	24 167,0	147,8	1 527,8	562,9	2 238,5	6 275	10 284	13 374	10 796
2011	939,3	16 049,1	8 512,8	25 501,3	175,0	1 492,1	567,4	2 234,5	5 368	10 756	15 003	11 413
2012	969,1	16 659,1	9 514,8	27 143,0	198,7	1 515,0	593,3	2 307,0	4 876	10 996	16 037	11 765
2013	1 044,4	18 070,9	10 509,4	29 624,7	179,4	1 583,5	623,2	2 386,1	5 820	11 412	16 864	12 416
2014	1 072,8	19 883,5	11 390,8	32 347,1	184,7	1 647,2	631,2	2 463,1	5 808	12 071	18 046	13 132
1990-1992	21,1%	13,0%	11,2%	12,8%	,0%	4,9%	2,5%	3,6%	21,1%	7,6%	8,5%	8,8%
1993-1995	5,1%	7,6%	10,5%	8,4%	1,3%	5,4%	2,9%	4,2%	3,7%	2,2%	7,4%	4,0%
1996-1998	12,2%	8,1%	9,7%	8,9%	-5,1%	2,5%	3,3%	1,9%	18,2%	5,5%	6,2%	6,8%
1999-2001	2,9%	8,9%	8,3%	8,4%	-1,5%	2,8%	3,5%	2,6%	4,4%	5,9%	4,7%	5,6%
2002-2004	6,8%	7,2%	7,0%	7,1%	-9%	2,9%	3,1%	2,6%	7,8%	4,2%	3,8%	4,4%
2005-2007	2,6%	6,5%	5,4%	6,0%	4,5%	2,4%	,8%	2,1%	-1,9%	4,1%	4,5%	3,8%
2008-2010	8,0%	11,1%	8,9%	10,2%	-3,1%	2,4%	,9%	1,6%	11,5%	8,5%	7,9%	8,5%
2011-2014	3,7%	6,1%	10,9%	7,6%	5,7%	1,9%	2,9%	2,4%	-1,9%	4,1%	7,8%	5,0%
1990-2010	8,2%	8,9%	8,7%	8,8%	-7%	3,3%	2,4%	2,7%	9,0%	5,4%	6,1%	6,0%
1990-2014	7,5%	8,4%	9,0%	8,6%	,3%	3,1%	2,5%	2,6%	7,2%	5,2%	6,4%	5,8%

Tableau 6 :

	Valeurs ajoutées aux c.f. (MD)				Part des salaires dans la valeur ajoutée			
	Agriculture & Pêche	Activités marchandes non agricoles	Administration publique	P.I.B. c.f. (MD)	Agriculture & Pêche	Activités marchandes non agricoles	Administration publique	Ensemble de l'économie
1989	1 153,0	6 994,7	1 396,9	9 544,6	14,7%	34,3%	87,6%	39,7%
1990	1 588,0	7 689,0	1 542,0	10 819,0	12,3%	34,6%	85,5%	38,6%
1991	1 879,4	8 186,0	1 772,4	11 837,8	14,7%	35,7%	85,5%	39,8%
1992	2 065,3	9 294,5	2 048,9	13 408,6	14,6%	37,2%	82,2%	40,6%
1993	2 014,6	10 224,5	2 191,1	14 430,3	15,4%	36,2%	85,2%	40,7%
1994	1 854,9	11 327,7	2 408,3	15 590,9	16,8%	35,1%	85,2%	40,7%
1995	1 809,5	12 374,3	2 652,9	16 836,7	19,4%	34,8%	85,6%	41,2%
1996	2 443,5	13 357,7	2 971,2	18 772,5	16,4%	34,8%	83,0%	40,0%
1997	2 577,6	14 582,4	3 287,5	20 447,5	16,6%	34,9%	84,4%	40,6%
1998	2 631,9	15 773,4	3 589,3	21 994,6	18,8%	34,6%	83,5%	40,7%
1999	2 886,6	17 285,8	3 911,9	24 084,3	17,8%	34,5%	82,5%	40,3%
2000	2 945,2	18 724,8	4 315,8	25 985,7	18,1%	34,3%	81,3%	40,2%
2001	2 991,1	20 372,4	4 645,9	28 009,3	18,0%	34,5%	81,9%	40,6%
2002	2 730,3	21 519,2	5 026,8	29 276,3	19,8%	34,8%	80,9%	41,3%
2003	3 286,7	22 963,2	5 410,5	31 660,3	17,1%	35,3%	80,0%	41,0%
2004	3 846,0	25 178,8	5 908,9	34 933,8	17,1%	34,4%	78,9%	40,0%
2005	3 839,5	27 703,1	6 369,6	37 912,2	17,1%	33,7%	78,8%	39,6%
2006	4 246,5	30 720,6	6 854,1	41 821,2	16,1%	33,2%	78,4%	38,9%
2007	4 309,3	34 226,2	7 346,9	45 882,4	17,1%	33,5%	79,4%	39,3%
2008	4 338,2	39 068,5	7 938,3	51 345,1	18,9%	32,9%	79,3%	38,9%
2009	4 955,2	39 535,0	8 881,0	53 371,1	15,9%	33,8%	78,6%	39,6%
2010	4 665,6	43 678,0	9 718,1	58 061,7	19,9%	36,0%	77,5%	41,6%
2011	5 408,6	44 383,6	10 882,9	60 675,2	17,4%	36,2%	78,2%	42,0%
2012	6 091,4	48 192,3	12 015,3	66 299,1	15,9%	34,6%	79,2%	40,9%
2013	6 163,0	52 263,3	13 436,6	71 862,8	16,9%	34,6%	78,2%	41,2%
2014	6 430,0	56 762,5	14 797,6	77 990,1	16,7%	35,0%	77,0%	41,5%
1990-1992	21,4%	9,9%	13,6%	12,0%				
1993-1995	-4,3%	10,0%	9,0%	7,9%				
1996-1998	13,3%	8,4%	10,6%	9,3%				
1999-2001	4,4%	8,9%	9,0%	8,4%				
2002-2004	8,7%	7,3%	8,3%	7,6%				
2005-2007	,4%	7,0%	4,9%	6,0%				
2008-2010	2,7%	8,5%	9,8%	8,2%				
2011-2014	8,3%	6,8%	11,1%	7,7%				
1990-2010	6,4%	8,6%	9,3%	8,5%				
1990-2014	6,7%	8,3%	9,6%	8,3%				

Tableau 7 :

	Prix à la consommation (2005=100)	Salaire annuel réel moyen (en D. de 2005)				Productivité du travail (2005=100)			
		Agriculture & Pêche	Activités marchandes non agricoles	Administration publique	Ensemble de l'économie	Agriculture & Pêche	Activités marchandes non agricoles	Administration publique	Ensemble de l'économie
1989	53,2	1 843	5 998	6 883	5 661	68,8	76,7	65,2	72,3
1990	56,6	2 013	5 983	6 814	5 677	72,4	76,8	67,6	75,7
1991	61,3	2 627	5 847	7 082	5 757	75,9	74,8	72,1	76,7
1992	64,9	2 682	6 132	7 214	5 983	79,6	78,0	76,6	80,0
1993	67,5	2 580	5 893	7 531	5 902	82,8	77,4	77,1	80,0
1994	70,6	2 379	5 695	7 744	5 794	85,2	78,0	79,6	80,0
1995	75,0	2 585	5 652	7 730	5 815	89,6	79,1	78,8	79,6
1996	77,9	3 005	5 748	7 873	5 987	91,4	80,7	79,5	83,2
1997	80,7	3 320	5 969	8 293	6 301	92,6	84,5	82,3	85,7
1998	83,2	3 852	5 977	8 348	6 390	93,4	86,8	83,1	87,8
1999	85,5	4 041	6 143	8 418	6 551	103,3	89,1	84,5	90,9
2000	87,9	3 914	6 577	8 720	6 907	102,1	89,0	90,9	91,8
2001	89,7	4 068	6 589	8 881	6 987	97,6	91,9	91,5	93,4
2002	92,1	4 015	6 633	8 920	7 033	90,9	91,8	91,3	93,1
2003	94,6	5 770	6 944	9 033	7 452	102,1	93,4	94,4	95,2
2004	98,0	4 657	6 818	9 071	7 261	127,2	93,7	96,3	98,8
2005	100,0	4 656	7 045	9 392	7 503	100,0	100,0	100,0	100,0
2006	104,1	4 691	7 243	9 475	7 663	102,9	103,8	104,2	103,2
2007	107,7	4 204	7 483	9 897	7 852	104,4	106,9	107,9	107,2
2008	113,0	4 374	7 746	9 973	8 059	105,8	109,7	110,7	109,4
2009	117,0	3 864	7 788	10 539	8 185	111,1	111,6	116,4	111,3
2010	122,2	5 135	8 416	10 944	8 835	101,7	112,4	122,2	112,2
2011	126,5	4 243	8 503	11 860	9 022	127,0	111,8	129,7	115,3
2012	133,5	3 652	8 237	12 013	8 813	126,9	114,3	131,0	116,4
2013	141,6	4 109	8 057	11 906	8 765	131,6	113,2	131,3	116,4
2014	149,6	3 883	8 070	12 065	8 780	132,9	113,3	134,4	116,7
1990-1992	6,8%	13,3%	,7%	1,6%	1,9%	5,0%	,6%	5,6%	3,4%
1993-1995	5,0%	-1,2%	-2,7%	2,3%	-,9%	4,0%	,4%	,9%	-,2%
1996-1998	3,5%	14,2%	1,9%	2,6%	3,2%	1,4%	3,2%	1,8%	3,3%
1999-2001	2,5%	1,8%	3,3%	2,1%	3,0%	1,5%	1,9%	3,3%	2,1%
2002-2004	3,0%	4,6%	1,1%	,7%	1,3%	9,2%	,7%	1,7%	1,9%
2005-2007	1,8%	-3,6%	2,2%	2,6%	1,9%	-7,3%	3,2%	2,5%	1,7%
2008-2010	4,3%	6,9%	4,0%	3,4%	4,0%	-,9%	1,7%	4,2%	1,5%
2011-2014	5,2%	-6,7%	-1,0%	2,5%	-,2%	6,9%	,2%	2,4%	1,0%
1990-2010	3,8%	5,0%	1,5%	2,2%	2,0%	1,7%	1,7%	2,8%	2,0%
1990-2014	4,1%	3,0%	1,1%	2,2%	1,7%	2,5%	1,4%	2,8%	1,8%